

Où va l'Algérie?

L'Algérie, un pays empêché ?

Par Akram Belkaïd

Essayiste, journaliste au monde diplomatique

Depuis le 22 février 2019, l'Algérie s'est mise en mouvement, pour refuser un nouveau mandat d'Abdelaziz Bouteflika et pour exiger des réformes profondes du système politique et de la société. Ce mouvement populaire, (le Hirak), implique particulièrement la jeunesse qui avait commencé à manifester dans les stades, mais aussi d'autres parties de la société, en particulier les femmes. Il a réussi à faire partir le vieux président et ses alliés et à repousser plusieurs fois une élection présidentielle dont les conditions ne peuvent que perpétuer le régime contesté. L'Algérie peut-elle enfin parvenir à son indépendance?

L'Algérie, sur le papier, jouit d'avantages importants. Une population jeune, éduquée, diplômée même, grâce à ses universités. Elle a accès à trois sources d'énergie, le pétrole, le gaz et le soleil. De plus, malgré ses difficultés, l'Algérie a de l'argent : réserves de change (60 milliard de dollars), des fortunes extérieures 200 à 300 milliards de dollars. Enfin, l'Algérie dispose de ressources hydrauliques importantes qui peuvent soutenir une agriculture qui reste l'activité principale de ce pays et pourrait assurer une relative indépendance alimentaire. Elle dispose aussi d'une diaspora importante. Pour autant son classement à l'IDH ¹est mauvais. L'Algérie, qui pourrait beaucoup faire peu. A cause essentiellement d'un verrouillage politique depuis les années 1990, après les événements tragiques qui ont constitué la décennie noire.

Elu Président de la république en 1999 avec le soutien de l'armée, A. Bouteflika, ancienne figure de la lutte pour l'indépendance, a semblé permettre une réconciliation. Mais son bilan reste très critiquable, et après 20 ans de pouvoir, et cinq ans de silence momifié, son intention de chercher une cinquième élection a paru de trop à une société qui a beaucoup changé et souhaite des changements qui les conduirait à « une nouvelle indépendance ». Le Hirak, c'est le mouvement contre l'humiliation de trop.

Ce mouvement est historique, pour plusieurs raisons. Il a une dimension nationale, s'inscrit dans la durée, avec des rendez-vous réguliers le mardi et le vendredi, ajoutant un jour rouge, le 1er novembre. Enfin il est pacifique et se revendique comme tel. Un tel mouvement a pu paraître étonnant. Il n'y avait rien eu, de comparable ni en 2011 (manifestations contre les hausses des prix alimentaires), le printemps arabe n'ayant pas eu de répercussion en Algérie, ni en 2014 à l'annonce programmée de la réélection de Bouteflika. Et s'il y avait des manifestations, elles étaient souvent localisées. Cette fois tout le pays manifeste pour des raisons politiques. Et le mouvement dure depuis un an. Malgré le ramadan ou l'été. Le 1er novembre a été marqué par une très grande manifestation. Cela fait 52 semaines que les manifestations se font les mardis et les vendredis. Ce mouvement n'a pas connu de violences : c'est une particularité de ces manifestations, au contraire de ce qu'on dit parfois de la « rue arabe ».

Ce qui a changé? Les nouvelles générations n'ont pas connu la guerre civile, n'ont connu que Bouteflika, mais surtout la dégradation économique et l'absence de perspectives pour nombre d'entre eux. Ils sont conscients de la corruption des élites, du poids du FLN et de l'armée dans tous les secteurs, y compris économiques. Leur opposition se marque d'abord contre le FLN, n'étant plus sensible à la rhétorique de celui-ci, « *le FLN ou le chaos* », qui avait servi pendant la décennie noire. En septembre 2018, la télévision algérienne a montré des images de 1997 de massacres, espérant montrer que le régime protégeait de cela. Qu'il protégeait aussi de l'évolution syrienne. Ces images n'ont pas eu d'impact.

Dès le mois de février 2019, des jeunes sont sortis dans la rue contre le FLN, mobilisés par les réseaux sociaux après un meeting du FLN pour la promotion de la réélection de Bouteflika, seulement présent par son portrait géant. Le vendredi 1er mars, rassurés par la mobilisation joyeuse et pacifique des jeunes le 22 février, plusieurs millions

d'algériens sont descendu dans la rue. C'était le grand départ du Hirak.

La première grande victoire du mouvement, ce fut la démission de Bouteflika. Et l'incapacité du régime à organiser des élections dans la foulée, les algériens ayant massivement manifesté leur intention de ne pas aller voter dans ces conditions : une situation incomprise par beaucoup, notamment en France,

¹ indice de développement humain

où on pensait qu'il y aurait un cinquième mandat pour Bouteflika. La population a compris que des élections ne sont pas nécessairement la démocratie si le système n'est pas remplacé. La démocratie électorale est la fin d'un processus de transition et non pas son origine. L'élection finalement organisée le 12 décembre a montré que ce processus n'avait pas eu lieu, le président étant élu avec le soutien de l'armée par une faible participation (moins de 40% officiellement, sans doute moins réellement). Il faut noter que la diaspora en France a peu voté.

Ce mouvement, le Hirak, est protégé par son horizontalité. L'absence de leaders ne permet pas de négociations entre le régime et les manifestants, mais aussi limite sa répression, l'armée ne souhaitant sans doute pas la provoquer, gardant la mémoire de la répression des années noires. Gaïd Salah avait de son côté refusé de négocier. Aucun dirigeant politique d'opposition ne pouvait incarner un profond changement : ils appartiennent tous au passé. La vie politique reste vide en Algérie, résultat de vingt ans de régime Bouteflika. A l'exception de quelques journalistes critiques, toutes les initiatives d'opposition sont combattues. Dans l'indétermination issue de la démission de Bouteflika, et de ses suites, le processus révolutionnaire reste engagé, même s'il n'apparaît pas capable à cette heure de bouleverser la donne. Il y aura une génération Hirak, qui se méfie des partis politiques traditionnels, des organisations noyautées par le FLN . Elle va chercher à maintenir son opposition vivante, à travers diverses formes citoyennes. Il est donc normal que ce mouvement paraisse plus faible. Il n'en continue pas moins, s'inscrivant peut-être dans une durée, attendant de nouvelles possibilités de ressurgir. Ce pourrait être par l'échec de cette présidence et de son gouvernement.

Cette société a changé dans ses composantes. Si l'islamisme n'est plus aussi fort, on constate que la religiosité s'est accrue, plus ostentatoire, et que cela incline à un grand conservatisme une partie de la population. Le retour d'un islamisme politique n'est donc pas à exclure. Des membres du FIS ont soutenu le mouvement sans s'y impliquer directement, et ils n'ont pas été bien accueillis dans les manifestations.

Car la société reste contenue par un système politique fermé et opaque : le pouvoir était détenu par la présidence, l'état major de l'armée et la sécurité militaire. Le FLN lui-même en tant qu'instance politique est une coquille vide. Aujourd'hui, c'est l'Etat-major qui domine.

Economiquement, l'Algérie reste dépendante du pétrole et du gaz. La corruption des familles liées au pouvoir, même si certains ont été « dégages », reste importante. Le régime compte toujours sur la perpétuation de cette rente pour se maintenir. On le voit avec la promotion actuelle du gaz de schiste, pourtant critiquée. La diversification de l'économie n'a jamais été vraiment entreprise. Il est quasi impossible de créer une industrie de biens de consommation. La dépendance de la rente pétrolière est un mal profond, tout s'opposant à la libération des énergies productives : Il est tellement facile d'acheter à l'étranger avec la rente : L'Algérie est un bazar qui mange son pétrole.

Empêchée socialement, économiquement et politiquement, l'Algérie est comme suspendue. Elle a même perdu son influence internationale. Il faudra une vraie catharsis pour en sortir.

Synthèse de Bernard Wolfer

On lira avec un grand intérêt le livre d'Akram

Belkaid : L'Algérie en 100 questions. Chez Taillandier